



**BOUCHES-DU-  
RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°13-2023-127

PUBLIÉ LE 6 JUIN 2023

# Sommaire

## Direction Régionale des Douanes /

13-2023-06-02-00013 - Décision 2023/3 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide. (69 pages) Page 4

## Préfecture de police des Bouches-du-Rhône /

13-2023-04-27-00024 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION BARDI CAFE DE L'HORLOGE LA CIOTAT.rtf (2 pages) Page 74

13-2023-04-27-00025 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION BARDI LE FOUR POP LA CIOTAT.rtf (2 pages) Page 77

13-2023-04-27-00011 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION CARSAT MARSEILLE 13005 .rtf (2 pages) Page 80

13-2023-04-27-00012 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION DRFIP BERRE L'ETANG.rtf (2 pages) Page 83

13-2023-04-27-00027 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION LA PAILLOTE LA CIOTAT.rtf (2 pages) Page 86

13-2023-04-24-00007 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION Mairie de Saint Cannat.rtf (2 pages) Page 89

13-2023-04-27-00014 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION METROPOLE AMP MARSEILLE 13012.rtf (2 pages) Page 92

13-2023-04-27-00022 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION SASU MM13 ROQUEFORT-LA-BEDOULE.rtf (2 pages) Page 95

13-2023-04-27-00026 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION SCI ROSE THE LA CIOTAT.rtf (2 pages) Page 98

13-2023-04-27-00018 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION TOTAL RELAIS PARC SPORTS MARSEILLE 13009.rtf (2 pages) Page 101

13-2023-04-27-00013 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION TRIBUNAL JUDICIAIRE AIX-EN-PROVENCE.rtf (2 pages) Page 104

13-2023-04-24-00011 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION VILLE DE MARSEILLE MARSEILLE 13013 .rtf (2 pages) Page 107

13-2023-04-27-00021 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION HOTEL GRILL CAMPANILE BEAUVILLE AIX-EN-PROVENCE.rtf (2 pages) Page 110

13-2023-04-27-00028 - ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION UN JARDIN EN VILLE PAYEUR MARSEILLE 13008.rtf (2 pages)	Page 113
13-2023-04-24-00010 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Maire d'Aubagne (2 pages)	Page 116
13-2023-04-24-00012 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de Berre l'Étan (2 pages)	Page 119
13-2023-04-24-00013 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de Chateaurenard (2 pages)	Page 122
13-2023-04-24-00015 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de Peyrolles en Provence (2 pages)	Page 125
13-2023-04-24-00018 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - MAIRIE DE ROQUEFORT LA BEDOULE - ROQUEFORT LA BEDOULE.rtf (2 pages)	Page 128
13-2023-04-24-00014 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de Saint Victoret (2 pages)	Page 131
13-2023-04-24-00017 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - MAIRIE DE VITROLLES - VITROLLES.rtf (2 pages)	Page 134
13-2023-04-24-00009 - ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Syndicat intercommunal du grand Vallat - Bouc Bel Air - Simiane - Cabries (2 pages)	Page 137
13-2023-04-24-00008 - ARRÊTÉ PORTANT RENOUVELLEMENT D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Maire d'Eguilles (2 pages)	Page 140
13-2023-04-27-00023 - ARRÊTÉ PORTANT RENOUVELLEMENT D UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - NOVOTEL MARSEILLE CENTRE PRADO - MARSEILLE 13008.rtf (2 pages)	Page 143

Direction Régionale des Douanes

13-2023-06-02-00013

Décision 2023/3 du directeur régional à AIX EN  
PROVENCE

portant subdélégation de la signature du  
directeur interrégional à  
MARSEILLE dans les domaines gracieux et  
contentieux en  
matière de contributions indirectes ainsi que  
pour les transactions  
en matière de douane et d'argent liquide.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

AIX EN PROVENCE, LE 2 JUIN 2023

*DR Aix-en-Provence*  
6, BLD DU CHATEAU-DOUBLE CS 80437  
13098 AIX EN PROVENCE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *BRIVET Francois*  
Téléphone : 09 70 27 91 09  
Télécopie : 04 42 59 46 58  
Mél : [dr-provence@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-provence@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2023/3 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d’actes transactionnels provisoires en matière d’argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l’effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions en matière d’argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*BRIVET Francois*

**Annexe I à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Décharge</b>	<b>Recouvrement</b>	<b>Rejet</b>	<b>Restitution</b>	<b>Réduction</b>
<b>PASQUIER Alexandra</b>	250000	250000	250000	250000	250000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000

**Annexe II à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	0	0	0	0	8000
<b>LEVOYER Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>LOUVET Karen</b>	0	0	0	0	8000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	0	0	0	0	8000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	0	0	0	0	4000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	60000	60000	60000	60000	12000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	250000	250000	250000	250000	250000
<b>BERMOND Marie-Josee</b>	0	0	0	0	8000
<b>GENEVET Martial</b>	0	0	0	0	8000
<b>BIZOT Guillaume</b>	0	0	0	0	8000
<b>SALVATORI Romain</b>	0	0	0	0	8000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	0	0	0	0	8000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	0	0	0	0	8000
<b>WATREMEZ Eric</b>	0	0	0	0	8000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	0	0	0	0	8000
<b>CLEMENT Severine</b>	0	0	0	0	8000
<b>ROUVIERE Julie</b>	0	0	0	0	8000
<b>BROUCA Pascale</b>	0	0	0	0	8000
<b>MANSUY Aude</b>	0	0	0	0	8000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	60000	60000	60000	60000	12000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	60000	60000	60000	60000	60000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	0	0	0	0	4000
<b>MONNIN Christelle</b>	0	0	0	0	4000
<b>PONZE Christine</b>	0	0	0	0	4000
<b>AVELLINO Christophe</b>	0	0	0	0	4000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	0	0	0	0	4000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	0	0	0	0	4000
<b>BASSEMON Kevin</b>	0	0	0	0	4000
<b>COURT Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>STUCK Mathieu</b>	0	0	0	0	4000
<b>ALBARET Olivier</b>	0	0	0	0	4000
<b>GAUTIER Herve</b>	0	0	0	0	4000
<b>PROTH Emmanuel</b>	0	0	0	0	4000

<b>PEYRAS Cecile</b>	0	0	0	0	4000
<b>YEKKEN Laurent</b>	0	0	0	0	4000

**Annexe III à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEVOYER Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LOUVET Karen</b>	15000	7500	1500	15000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERMOND Marie-Josee</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GENEVET Martial</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>OUET Catherine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BIZOT Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CENCI Laurent</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHABRE Nathalie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FOURNIER Fabienne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCIN Sylvie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LANDRU Valerie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MASCOT Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SALVATORI Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SCHAGUENE Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>WOLF Barbara</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BRUCHET Cathy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROLLAND Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAMBE Karine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CLEMENT Severine</b>	15000	7500	1500	15000

<b>DA-ROS Serena</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FABRE Corinne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUERIOUN Mohamed</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEFFAD Mariam</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MADOZ-VIDAL Annick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PERONNE Isabelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POHIER Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RIPERT Marina</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROUVIERE Julie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SERRES Frederic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SIARD Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VITALIS Celine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BROUCA Pascale</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CABOCHE Amandine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCK Helene</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GESLIN Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HIBON Roselyne</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Nicole</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANSUY Aude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NOBLET Thomas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOIR Laurence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ODOUL Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PERONNET Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROTHAN Djalal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TUFFAL Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MERLE Laurent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BLEUSET Yannick</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CORRADINI Muriel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	10000	5000	1000	10000

<b>GALERA Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GARAMPON David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	10000	5000	1000	10000
<b>IMBERDIS Richard</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAILLARD Benoit</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MANI Danielle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MATRAY Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	10000	5000	1000	10000
<b>OSMONT Guillaume</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PONZE Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PRALON Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SOSSAH Fabrice</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TELMARD Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>YAKHLEF Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ZAOUI Alain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FELIX Magali</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GALLAND Emilien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PICOT Marie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	15000	7500	1500	15000

<b>YVAGNES Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BASSEMOM Kevin</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BUADES Damien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>COURT Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DESSERRE Nathalie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DURAND Marc</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FOSCO Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUIBAL Ronan</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	10000	5000	1000	10000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LO GIUDICE Maxime</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RAIMBAULT Bertrand</b>	10000	5000	1000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ANDRIVON Alphonse</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ARMITANO Enzo</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>KEO Carine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000

<b>MOUYCHARD Laura</b>	10000	5000	1000	10000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>THERY Kevin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LANGLOIS Mel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MOYANO David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	10000	5000	1000	10000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	10000	5000	1000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	15000	7500	1500	15000

**Annexe IV à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1000	5000	10000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1500	7500	15000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	1500	7500	15000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1000	5000	10000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1000	5000	10000
<b>BLANCHET Remy</b>	1000	5000	10000
<b>BLEUSET Yannick</b>	1000	5000	10000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1000	5000	10000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1000	5000	10000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1000	5000	10000
<b>CORRADINI Muriel</b>	1000	5000	10000
<b>DANIEL Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>DREYER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1000	5000	10000
<b>GALERA Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GARAMPON David</b>	1000	5000	10000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1000	5000	10000
<b>HELFER Brigitte</b>	1000	5000	10000
<b>IMBERDIS Richard</b>	1000	5000	10000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1000	5000	10000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1000	5000	10000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1000	5000	10000
<b>MANI Danielle</b>	1000	5000	10000
<b>MATRAY Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>MONNIN Christelle</b>	1500	7500	15000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1000	5000	10000
<b>OSMONT Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>PONZE Christine</b>	1500	7500	15000

<b>PRALON Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>SOSSAH Fabrice</b>	1000	5000	10000
<b>TELMARD Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1000	5000	10000
<b>VASTEL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>YAKHLEF Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>ZAOUI Alain</b>	1000	5000	10000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>BANQUART Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>COUSIN Christine</b>	1000	5000	10000
<b>DARRIOULAT David</b>	1000	5000	10000
<b>DI DONATO Randy</b>	1000	5000	10000
<b>DUMONT Anthony</b>	1000	5000	10000
<b>FELIX Magali</b>	1000	5000	10000
<b>GALLAND Emilien</b>	1000	5000	10000
<b>GRESEQUE David</b>	1000	5000	10000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1000	5000	10000
<b>LARCHER Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>NICOLINI Richard</b>	1000	5000	10000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1000	5000	10000
<b>PICOT Marie</b>	1000	5000	10000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>POUPEL Veronique</b>	1000	5000	10000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1000	5000	10000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1000	5000	10000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1500	7500	15000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>AURAND Raphael</b>	1000	5000	10000
<b>BARBOT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>BASSEMON Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>BUADES Damien</b>	1000	5000	10000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>COURT Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1000	5000	10000
<b>DESSERRE Nathalie</b>	1000	5000	10000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1000	5000	10000
<b>DURAND Marc</b>	1000	5000	10000
<b>FOSCO Julien</b>	1000	5000	10000
<b>GEYNET Stephan</b>	1000	5000	10000

<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>GUBAL Ronan</b>	1000	5000	10000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>JACQUET Claudius</b>	1000	5000	10000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1000	5000	10000
<b>LO GIUDICE Maxime</b>	1000	5000	10000
<b>MAIRE Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>PONCET Alexandre</b>	1000	5000	10000
<b>RAIMBAULT Bertrand</b>	1000	5000	10000
<b>STUCK Mathieu</b>	1500	7500	15000
<b>VIGNAL Florence</b>	1000	5000	10000
<b>ALBARET Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>ANDRIVON Alphonse</b>	1000	5000	10000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1000	5000	10000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	1000	5000	10000
<b>BESCOND Stephane</b>	1000	5000	10000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1000	5000	10000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1000	5000	10000
<b>ERRERA Camille</b>	1000	5000	10000
<b>ESPANOL Eric</b>	1000	5000	10000
<b>FACKEURE Willy</b>	1000	5000	10000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	1000	5000	10000
<b>GAUTIER Herve</b>	1500	7500	15000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1000	5000	10000
<b>KEO Carine</b>	1000	5000	10000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1000	5000	10000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1000	5000	10000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1000	5000	10000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>THERY Kevin</b>	1000	5000	10000
<b>CARRIERE Romain</b>	1000	5000	10000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1000	5000	10000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>LANGLOIS Mel</b>	1000	5000	10000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1000	5000	10000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1000	5000	10000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1000	5000	10000

<b>MOYANO David</b>	1000	5000	10000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1500	7500	15000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	1000	5000	10000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	1000	5000	10000
<b>YEKKEN Laurent</b>	1500	7500	15000

**Annexe V à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	250000	100000	250000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BERMOND Marie-Josée</b>	24000	10000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	24000	10000	43000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	24000	10000	43000
<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000

<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	10000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>ROUVIERE Julie</b>	24000	10000	43000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>BROUCA Pascale</b>	24000	10000	43000
<b>MANSUY Aude</b>	24000	10000	43000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BLEUSET Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CORRADINI Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	7500	15000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>IMBERDIS Richard</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MATRAY Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000

<b>OSMONT Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	10000	43000
<b>PRALON Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>SOSSAH Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>YAKHLEF Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>ZAOUI Alain</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	7500	15000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BASSEMON Kevin</b>	24000	10000	43000
<b>BUADES Damien</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	7500	15000
<b>DESSERRE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000

<b>FOSCO Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	7500	15000
<b>LO GIUDICE Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>RAIMBAULT Bertrand</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	24000	10000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ANDRIVON Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Mel</b>	1500	7500	15000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000

<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	1500	7500	15000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000

**Annexe VI à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	10000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	10000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	10000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	10000	43000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	7500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	10000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	15000	65000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	250000	100000	250000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	7500	15000
<b>BERMOND Marie-Josee</b>	24000	10000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	7500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	10000	43000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	7500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	7500	15000
<b>OUET Catherine</b>	24000	10000	43000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	7500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	24000	10000	43000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	24000	10000	43000
<b>YNESTA Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	10000	43000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	10000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	7500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	7500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	7500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	7500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	7500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	10000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	10000	43000

<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	7500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	10000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	7500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	10000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	7500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	7500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	7500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>ROUVIERE Julie</b>	24000	10000	43000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	15000	65000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	35000	15000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	7500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	7500	15000
<b>BLEUSET Yannick</b>	1500	7500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	10000	43000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	7500	15000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	7500	15000
<b>CORRADINI Muriel</b>	1500	7500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	7500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	7500	15000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	7500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	7500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	7500	15000
<b>IMBERDIS Richard</b>	1500	7500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	7500	15000
<b>LAVAU Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	7500	15000
<b>MATRAY Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	10000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	7500	15000
<b>OSMONT Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	10000	43000

<b>PRALON Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>SOSSAH Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1500	7500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>YAKHLEF Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>ZAOUI Alain</b>	1500	7500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	10000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	10000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	7500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	7500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	7500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	7500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	7500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	7500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	7500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	7500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	7500	15000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1500	7500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	7500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	7500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	7500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	7500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	10000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	7500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	7500	15000
<b>BASSEMON Kevin</b>	24000	10000	43000
<b>BUADES Damien</b>	1500	7500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	7500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	7500	15000
<b>DESSERRE Nathalie</b>	1500	7500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	7500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	7500	15000
<b>FOSCO Julien</b>	1500	7500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	7500	15000

<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>GUBAL Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	7500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	7500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	7500	15000
<b>LO GIUDICE Maxime</b>	1500	7500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	7500	15000
<b>RAIMBAULT Bertrand</b>	1500	7500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	24000	10000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	7500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	10000	43000
<b>ANDRIVON Alphonse</b>	1500	7500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	7500	15000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	1500	7500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	7500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	7500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	7500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	7500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	7500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	7500	15000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	1500	7500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	10000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	7500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	7500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	7500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	7500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	10000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	7500	15000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	7500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	7500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	7500	15000
<b>LANGLOIS Mel</b>	1500	7500	15000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	7500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	7500	15000

<b>MOYANO David</b>	1500	7500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	10000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	1500	7500	15000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	1500	7500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	10000	43000

**Annexe VII à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	43000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	65000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	250000	250000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	15000
<b>BERMOND Marie-Josee</b>	24000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	43000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	15000
<b>OUET Catherine</b>	24000	43000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	24000	43000
<b>VACHER Stephanie</b>	24000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	43000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	43000
<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	15000
<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	15000

<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	65000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	35000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	15000
<b>BLEUSET Yannick</b>	1500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	43000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	15000
<b>CORRADINI Muriel</b>	1500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	15000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	15000
<b>IMBERDIS Richard</b>	1500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	15000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	15000
<b>MATRAY Anthony</b>	1500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	15000
<b>OSMONT Guillaume</b>	1500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	43000
<b>PRALON Sebastien</b>	1500	15000
<b>SOSSAH Fabrice</b>	1500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	15000
<b>VAILLANT Jeremy</b>	1500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	15000
<b>YAKHLEF Pascal</b>	1500	15000
<b>ZAOUI Alain</b>	1500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	15000

<b>DUMONT Anthony</b>	1500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	15000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	15000
<b>BASSEMOM Kevin</b>	24000	43000
<b>BUADES Damien</b>	1500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	15000
<b>DESSERRE Nathalie</b>	1500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	15000
<b>FOSCO Julien</b>	1500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	15000
<b>JACQUET Claudius</b>	1500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	15000
<b>LO GIUDICE Maxime</b>	1500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	15000
<b>RAIMBAULT Bertrand</b>	1500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	24000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	43000

<b>ANDRIVON Alphonse</b>	1500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	15000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	1500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	15000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	1500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	15000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	15000
<b>LANGLOIS Mel</b>	1500	15000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	15000
<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	1500	15000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	1500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	43000

**Annexe VIII à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	24000	43000
<b>LEVOYER Romain</b>	24000	43000
<b>LOUVET Karen</b>	24000	43000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	24000	43000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1500	15000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	24000	43000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	35000	65000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	250000	250000
<b>AZALBERT Caroline</b>	1500	15000
<b>BERMOND Marie-Josee</b>	24000	43000
<b>DESPREZ Patrick</b>	1500	15000
<b>DOUBLECOURT Claudie</b>	1500	15000
<b>DUPREY Michel</b>	1500	15000
<b>GARCIA Yannick</b>	1500	15000
<b>GENEVET Martial</b>	24000	43000
<b>LANGLOIS Melinda</b>	1500	15000
<b>NICOUD Amelie</b>	1500	15000
<b>OUET Catherine</b>	24000	43000
<b>PEDEPRAT Dominique</b>	1500	15000
<b>PEERS Vanessa</b>	24000	43000
<b>ROCHARD Bruno</b>	1500	15000
<b>VACHER Stephanie</b>	24000	43000
<b>BARTHOLO Patrice</b>	24000	43000
<b>CHAPUIS Agnes</b>	24000	43000
<b>HALDY Francois</b>	1500	15000
<b>HALLIER Chantal</b>	1500	15000
<b>LARGEAU Francois</b>	1500	15000
<b>LOISEAU Pierre-Henri</b>	1500	15000
<b>LOISEAU Nicole</b>	1500	15000
<b>MORO Didier</b>	1500	15000
<b>MOURADI Mustapha</b>	1500	15000
<b>NICOLEAU Claire</b>	24000	43000
<b>WATREMEZ Eric</b>	24000	43000
<b>ZECHEL Nathalie</b>	1500	15000
<b>BOURDIN Celine</b>	1500	15000
<b>BRUCHET Cathy</b>	1500	15000

<b>ROLLAND Thierry</b>	1500	15000
<b>ATHENOUX Laurent</b>	24000	43000
<b>CAMBE Karine</b>	1500	15000
<b>CLEMENT Severine</b>	24000	43000
<b>FABRE Corinne</b>	1500	15000
<b>LEFFAD Mariam</b>	1500	15000
<b>MAUCLAIR Florence</b>	1500	15000
<b>REBERGUE Marie-Anne</b>	1500	15000
<b>ROUVIERE Julie</b>	24000	43000
<b>SIARD Benjamin</b>	1500	15000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	35000	65000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	35000	65000
<b>ACQUARONE Jean-Claude</b>	1500	15000
<b>AÏSSA-BEY Jean-Olivier</b>	1500	15000
<b>BARTOLINI Bruno</b>	1500	15000
<b>BLANCHET Remy</b>	1500	15000
<b>BLEUSET Yannick</b>	1500	15000
<b>BONNEFEMNE Julie</b>	1500	15000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	24000	43000
<b>CASAMAYOU Christine</b>	1500	15000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1500	15000
<b>CORRADINI Muriel</b>	1500	15000
<b>DANIEL Xavier</b>	1500	15000
<b>DREYER Christophe</b>	1500	15000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1500	15000
<b>GALERA Julien</b>	1500	15000
<b>GARAMPON David</b>	1500	15000
<b>GRICOURT Laetitia</b>	1500	15000
<b>GUESNEUX Clement</b>	1500	15000
<b>HELFER Brigitte</b>	1500	15000
<b>IMBERDIS Richard</b>	1500	15000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1500	15000
<b>LAVAUUR Benjamin</b>	1500	15000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1500	15000
<b>MANI Danielle</b>	1500	15000
<b>MATRAY Anthony</b>	1500	15000
<b>MONNIN Christelle</b>	24000	43000
<b>NGUYEN Quang-Quyen</b>	1500	15000
<b>OSMONT Guillaume</b>	1500	15000
<b>PONZE Christine</b>	24000	43000
<b>PRALON Sebastien</b>	1500	15000
<b>SOSSAH Fabrice</b>	1500	15000
<b>TELMARD Anthony</b>	1500	15000

<b>VAILLANT Jeremy</b>	1500	15000
<b>VASTEL Eric</b>	1500	15000
<b>YAKHLEF Pascal</b>	1500	15000
<b>ZAOUI Alain</b>	1500	15000
<b>AVELLINO Christophe</b>	24000	43000
<b>BANQUART Xavier</b>	1500	15000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	24000	43000
<b>COUSIN Christine</b>	1500	15000
<b>DARRIOULAT David</b>	1500	15000
<b>DI DONATO Randy</b>	1500	15000
<b>DUMONT Anthony</b>	1500	15000
<b>FELIX Magali</b>	1500	15000
<b>GALLAND Emilien</b>	1500	15000
<b>GRESEQUE David</b>	1500	15000
<b>GUEDON Sylviane</b>	1500	15000
<b>LARCHER Gilles</b>	1500	15000
<b>LETOURNIANT Pascal</b>	1500	15000
<b>NICOLINI Richard</b>	1500	15000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1500	15000
<b>PICOT Marie</b>	1500	15000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1500	15000
<b>POUPEL Veronique</b>	1500	15000
<b>SANCHEZ Virginie</b>	1500	15000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1500	15000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	24000	43000
<b>YVAGNES Thierry</b>	1500	15000
<b>AURAND Raphael</b>	1500	15000
<b>BARBOT Romain</b>	1500	15000
<b>BASSEMON Kevin</b>	24000	43000
<b>BUADES Damien</b>	1500	15000
<b>CARPENTIER Romain</b>	1500	15000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1500	15000
<b>COURT Cecile</b>	24000	43000
<b>DAIRAIN Maxime</b>	1500	15000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1500	15000
<b>DESSERRE Nathalie</b>	1500	15000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1500	15000
<b>DURAND Marc</b>	1500	15000
<b>FOSCO Julien</b>	1500	15000
<b>GEYNET Stephan</b>	1500	15000
<b>GOUSSEAU Kevin</b>	1500	15000
<b>GUIBAL Ronan</b>	1500	15000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1500	15000

<b>JACQUET Claudius</b>	1500	15000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1500	15000
<b>LAUGIER--BRICIO ARBESUK Claire</b>	1500	15000
<b>LO GIUDICE Maxime</b>	1500	15000
<b>MAIRE Pierre</b>	1500	15000
<b>PONCET Alexandre</b>	1500	15000
<b>RAIMBAULT Bertrand</b>	1500	15000
<b>STUCK Mathieu</b>	24000	43000
<b>VIGNAL Florence</b>	1500	15000
<b>ALBARET Olivier</b>	24000	43000
<b>ANDRIVON Alphonse</b>	1500	15000
<b>ARMITANO Enzo</b>	1500	15000
<b>BEN MOHAMED Mohamed</b>	1500	15000
<b>BESCOND Stephane</b>	1500	15000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1500	15000
<b>BOLLA Guillaume</b>	1500	15000
<b>CAMBIEN Sophia</b>	1500	15000
<b>ERRERA Camille</b>	1500	15000
<b>ESPANOL Eric</b>	1500	15000
<b>FACKEURE Willy</b>	1500	15000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	1500	15000
<b>GAUTIER Herve</b>	24000	43000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1500	15000
<b>KEO Carine</b>	1500	15000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1500	15000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1500	15000
<b>NESTORET Anne-Sophie</b>	1500	15000
<b>PROTH Emmanuel</b>	24000	43000
<b>PROTH-LEZER Severine</b>	1500	15000
<b>ROUSSEAU Jerome</b>	1500	15000
<b>THERY Kevin</b>	1500	15000
<b>CARRIERE Romain</b>	1500	15000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1500	15000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1500	15000
<b>LANGLOIS Mel</b>	1500	15000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1500	15000
<b>MAZET Jean-Patrice</b>	1500	15000
<b>MILHAU Matthieu</b>	1500	15000
<b>MOMBEL Pascal</b>	1500	15000
<b>MONTALAND Quentin</b>	1500	15000
<b>MOYANO David</b>	1500	15000
<b>PEYRAS Cecile</b>	24000	43000
<b>PHAM Emmanuel</b>	1500	15000

<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	1500	15000
<b>WALTISPURGER Clemence</b>	1500	15000
<b>YEKKEN Laurent</b>	24000	43000

**Annexe IX à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	1600	40000
<b>LEVOYER Romain</b>	1600	40000
<b>LOUVET Karen</b>	1600	40000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	1600	40000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1600	40000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1600	40000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1600	40000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	150000	300000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1600	40000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1600	40000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	40000	40000
<b>BLANCHET Remy</b>	1600	40000
<b>BLEUSET Yannick</b>	1600	40000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1600	40000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1600	40000
<b>CORRADINI Muriel</b>	1600	40000
<b>DANIEL Xavier</b>	1600	40000
<b>DREYER Christophe</b>	1600	40000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1600	40000
<b>GARAMPON David</b>	1600	40000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1600	40000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1600	40000
<b>MANI Danielle</b>	1600	40000
<b>MATRAY Anthony</b>	1600	40000
<b>MONNIN Christelle</b>	1600	40000
<b>OSMONT Guillaume</b>	1600	40000
<b>PONZE Christine</b>	1600	40000
<b>VASTEL Eric</b>	1600	40000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1600	40000
<b>BANQUART Xavier</b>	1600	40000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1600	40000
<b>DARRIOULAT David</b>	1600	40000
<b>DI DONATO Randy</b>	1600	40000
<b>GALLAND Emilien</b>	1600	40000
<b>GRESEQUE David</b>	1600	40000

<b>GUEDON Sylviane</b>	1600	40000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1600	40000
<b>PICOT Marie</b>	1600	40000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1600	40000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1600	40000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1600	40000
<b>BARBOT Romain</b>	1600	40000
<b>BASSEMON Kevin</b>	1600	40000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1600	40000
<b>COURT Cecile</b>	1600	40000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1600	40000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1600	40000
<b>FOSCO Julien</b>	1600	40000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1600	40000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1600	40000
<b>MAIRE Pierre</b>	1600	40000
<b>PONCET Alexandre</b>	1600	40000
<b>STUCK Mathieu</b>	1600	40000
<b>ALBARET Olivier</b>	1600	40000
<b>BESCOND Stephane</b>	1600	40000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1600	40000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	1600	40000
<b>GAUTIER Herve</b>	1600	40000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1600	40000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1600	40000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1600	40000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1600	40000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1600	40000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1600	40000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1600	40000
<b>MOYANO David</b>	1600	40000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1600	40000
<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	1600	40000
<b>YEKKEN Laurent</b>	1600	40000

**Annexe X à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional *BRIVET Francois***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>GUERIN QUERVELLE Sophie</b>	1600	40000
<b>LEVOYER Romain</b>	1600	40000
<b>LOUVET Karen</b>	1600	40000
<b>STAWIARSKI Laure</b>	1600	40000
<b>BERTRAND Anne-Laure</b>	1600	40000
<b>LAFERRIERE Pascal</b>	1600	40000
<b>FAIVRE Anne-Christel</b>	1600	40000
<b>PASQUIER Alexandra</b>	150000	300000
<b>BEGUE Sebastien</b>	1600	40000
<b>ANASTASIO Veronique</b>	1600	40000
<b>NAQUET Pierre-Alain</b>	40000	40000
<b>BLANCHET Remy</b>	1600	40000
<b>BLEUSET Yannick</b>	1600	40000
<b>BOUTHORS Jacques</b>	1600	40000
<b>CASAMAYOU Jean-Luc</b>	1600	40000
<b>CORRADINI Muriel</b>	1600	40000
<b>DANIEL Xavier</b>	1600	40000
<b>DREYER Christophe</b>	1600	40000
<b>DUMONT Baptiste</b>	1600	40000
<b>GARAMPON David</b>	1600	40000
<b>JOUAULT Catherine</b>	1600	40000
<b>MAILLARD Benoit</b>	1600	40000
<b>MANI Danielle</b>	1600	40000
<b>MATRAY Anthony</b>	1600	40000
<b>MONNIN Christelle</b>	1600	40000
<b>OSMONT Guillaume</b>	1600	40000
<b>PONZE Christine</b>	1600	40000
<b>VASTEL Eric</b>	1600	40000
<b>AVELLINO Christophe</b>	1600	40000
<b>BANQUART Xavier</b>	1600	40000
<b>CABALLERO Alphonse</b>	1600	40000
<b>DARRIOULAT David</b>	1600	40000
<b>DI DONATO Randy</b>	1600	40000
<b>GALLAND Emilien</b>	1600	40000
<b>GRESEQUE David</b>	1600	40000

<b>GUEDON Sylviane</b>	1600	40000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1600	40000
<b>PICOT Marie</b>	1600	40000
<b>POPLAWSKI Sebastien</b>	1600	40000
<b>SAVOIRE Wilfrid</b>	1600	40000
<b>TCHOUKRIEL Henri</b>	1600	40000
<b>BARBOT Romain</b>	1600	40000
<b>BASSEMOM Kevin</b>	1600	40000
<b>CERSOSIMO Nicolas</b>	1600	40000
<b>COURT Cecile</b>	1600	40000
<b>DESCHEEMACKER Jean-Charles</b>	1600	40000
<b>DI NAPOLI Jean-Victor</b>	1600	40000
<b>FOSCO Julien</b>	1600	40000
<b>HUELIN Arnaud</b>	1600	40000
<b>JEANJEAN Jerome</b>	1600	40000
<b>MAIRE Pierre</b>	1600	40000
<b>PONCET Alexandre</b>	1600	40000
<b>STUCK Mathieu</b>	1600	40000
<b>ALBARET Olivier</b>	1600	40000
<b>BESCOND Stephane</b>	1600	40000
<b>BOLDIN Noelle</b>	1600	40000
<b>FRANCOIS Cedric</b>	1600	40000
<b>GAUTIER Herve</b>	1600	40000
<b>GOUTOURNEAU Julien</b>	1600	40000
<b>LOUIS Sebastien</b>	1600	40000
<b>MOUYCHARD Laura</b>	1600	40000
<b>PROTH Emmanuel</b>	1600	40000
<b>CHAUVELOT Jerome</b>	1600	40000
<b>DEGARDIN Sandrine</b>	1600	40000
<b>LEFTERIOTIS Xavier</b>	1600	40000
<b>MOYANO David</b>	1600	40000
<b>PEYRAS Cecile</b>	1600	40000
<b>REBORA--ABERJOUX Hugo</b>	1600	40000
<b>YEKKEN Laurent</b>	1600	40000



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

AIX EN PROVENCE, LE 2 JUIN 2023

*DR Aix-en-Provence*  
6, BLD DU CHATEAU-DOUBLE CS 80437  
13098 AIX EN PROVENCE  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *BRIVET Francois*  
Téléphone : 09 70 27 91 09  
Télécopie : 04 42 59 46 58  
Mél : [dr-provence@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-provence@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2023/3 du directeur régional à AIX EN PROVENCE portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à MARSEILLE dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à MARSEILLE, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

**Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 26985</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 35626</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 40313</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40507</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 41176</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 41778</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42780</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 42980</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43094</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 43173</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 43299</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44038</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44688</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44944</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 45062</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45202</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 45468</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46265</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46620</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46622</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46624</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 46721</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46862</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47223</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50406</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50426</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50544</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51414</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51598</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 52094</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52774</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52976</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53040</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53194</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53240</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53301</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54138</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54276</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54385</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54406</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54669</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54896</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55120</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55492</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56060</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56092</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56156</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56160</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56442</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56762</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57664</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57742</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57784</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58050</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58955</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59016</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59167</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59348</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59394</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59543</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59650</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59658</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59692</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59716</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59870</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59931</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60011</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 60046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60048</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60361</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60540</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60622</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60656</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60716</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60794</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60858</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61019</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61028</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61084</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61190</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61350</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 61796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61984</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62046</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62134</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62172</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62442</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62514</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62638</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62644</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62690</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63158</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63308</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63314</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63428</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63454</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63620</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63712</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63794</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63796</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63812</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63966</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63970</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63986</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64006</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64010</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64014</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64078</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64080</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64094</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 64222</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64254</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64570</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64572</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64690</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64802</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64852</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64918</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65008</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65424</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 67376</b>	1000	5000	10000

Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
*BRIVET Francois*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV« 420D », « 420 », « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 18455	1500	7500	15000
Matricule 26985	1500	7500	15000
Matricule 35626	1500	7500	15000
Matricule 36947	1500	7500	15000
Matricule 40313	35000	15000	65000
Matricule 40507	1500	7500	15000
Matricule 41176	1500	7500	15000
Matricule 41287	1500	7500	15000
Matricule 41339	24000	10000	43000
Matricule 41405	1500	7500	15000
Matricule 41611	24000	10000	43000
Matricule 41778	24000	10000	43000
Matricule 42723	1500	7500	15000
Matricule 42780	1500	7500	15000
Matricule 42980	24000	10000	43000
Matricule 43094	1500	7500	15000
Matricule 43173	1500	7500	15000
Matricule 43299	35000	15000	65000
Matricule 43831	1500	7500	15000
Matricule 43893	1500	7500	15000
Matricule 44038	1500	7500	15000
Matricule 44688	1500	7500	15000
Matricule 44944	1500	7500	15000
Matricule 44959	24000	10000	43000
Matricule 45062	24000	10000	43000
Matricule 45202	1500	7500	15000
Matricule 45468	1500	7500	15000
Matricule 45531	1500	7500	15000
Matricule 45679	24000	10000	43000

<b>Matricule 46265</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46326</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46563</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46579</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46713</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46721</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46862</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 47223</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50426</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51352</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51598</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 51706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52129</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 52774</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52976</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53040</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53301</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53448</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54138</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54276</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54330</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54385</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54522</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54669</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 54731</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54771</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54829</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54896</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 55120</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 55492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56156</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56283</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56645</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 56762</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56794</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57539</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57664</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57687</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57742</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57784</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57804</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58012</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58050</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58345</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58387</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58519</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58955</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59139</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59161</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59167</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 59348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59394</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59479</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59543</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59650</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59739</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59931</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60011</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60046</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 60048</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60127</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 60361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60540</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60858</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61019</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 61028</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61084</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61796</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 61984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62134</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62172</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62471</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 62514</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62638</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62644</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63158</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63308</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63314</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63428</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63454</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63712</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63812</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63966</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63970</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63986</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64006</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64010</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64078</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64080</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 64094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64222</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64254</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64570</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64572</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64704</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64802</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65424</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 67376</b>	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Montant droits et taxes</b>	<b>Valeur des marchandises</b>
<b>Matricule 18455</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 26985</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 35626</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 36947</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40313</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 40507</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41176</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41287</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41339</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 41405</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41611</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 41778</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 42723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42780</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42980</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 43094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43173</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43299</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 43831</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43893</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44038</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44688</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44944</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44959</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45062</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 45202</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45468</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45531</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45679</b>	24000	10000	43000

<b>Matricule 46265</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46326</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46563</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46579</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46624</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46713</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46721</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 46723</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46862</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 47223</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50426</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50544</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51352</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51414</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51598</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 51706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52129</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 52774</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52976</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53040</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53194</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53240</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53301</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 53448</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54138</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54276</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54330</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54385</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54406</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54522</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54669</b>	250000	100000	250000
<b>Matricule 54731</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54771</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54829</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 54896</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 55120</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 55492</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55804</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56092</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56156</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56160</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56283</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56645</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 56762</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56794</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57539</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 57664</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57687</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57742</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57784</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57804</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58012</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58050</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58345</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58387</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 58519</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58955</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59139</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59161</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59167</b>	35000	15000	65000
<b>Matricule 59348</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59394</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59479</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 59543</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59650</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59658</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59692</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59870</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59931</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60011</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60048</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 60127</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 60361</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60540</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60622</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60656</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60716</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60858</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61019</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 61028</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61084</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61190</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61350</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61796</b>	24000	10000	43000
<b>Matricule 61984</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62134</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62172</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62442</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62514</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62638</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62644</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63158</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63308</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63314</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63428</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63454</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63712</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63794</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63796</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63812</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63966</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63970</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 63986</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64006</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64010</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64014</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64078</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64080</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64094</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64222</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 64254</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64570</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64572</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64690</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64704</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64802</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64852</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 64918</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65008</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 65424</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 67376</b>	1500	7500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 18455</b>	1500	15000
<b>Matricule 26985</b>	1500	15000
<b>Matricule 35626</b>	1500	15000
<b>Matricule 36947</b>	1500	15000
<b>Matricule 40313</b>	35000	65000
<b>Matricule 40507</b>	1500	15000
<b>Matricule 41176</b>	1500	15000
<b>Matricule 41287</b>	1500	15000
<b>Matricule 41339</b>	24000	43000
<b>Matricule 41405</b>	1500	15000
<b>Matricule 41611</b>	24000	43000
<b>Matricule 41778</b>	24000	43000
<b>Matricule 42780</b>	1500	15000
<b>Matricule 42980</b>	24000	43000
<b>Matricule 43094</b>	1500	15000
<b>Matricule 43173</b>	1500	15000
<b>Matricule 43299</b>	35000	65000
<b>Matricule 43831</b>	1500	15000
<b>Matricule 43893</b>	1500	15000
<b>Matricule 44038</b>	1500	15000
<b>Matricule 44688</b>	1500	15000
<b>Matricule 44944</b>	1500	15000
<b>Matricule 44959</b>	24000	43000
<b>Matricule 45062</b>	24000	43000
<b>Matricule 45202</b>	1500	15000
<b>Matricule 45468</b>	1500	15000
<b>Matricule 45531</b>	1500	15000
<b>Matricule 45679</b>	24000	43000
<b>Matricule 46265</b>	1500	15000
<b>Matricule 46326</b>	1500	15000
<b>Matricule 46563</b>	24000	43000

<b>Matricule 46620</b>	1500	15000
<b>Matricule 46622</b>	1500	15000
<b>Matricule 46624</b>	1500	15000
<b>Matricule 46721</b>	24000	43000
<b>Matricule 46862</b>	24000	43000
<b>Matricule 47223</b>	1500	15000
<b>Matricule 50406</b>	1500	15000
<b>Matricule 50426</b>	1500	15000
<b>Matricule 50544</b>	1500	15000
<b>Matricule 50798</b>	1500	15000
<b>Matricule 51414</b>	1500	15000
<b>Matricule 51598</b>	24000	43000
<b>Matricule 51706</b>	1500	15000
<b>Matricule 52046</b>	1500	15000
<b>Matricule 52094</b>	1500	15000
<b>Matricule 52129</b>	24000	43000
<b>Matricule 52774</b>	1500	15000
<b>Matricule 52976</b>	24000	43000
<b>Matricule 53040</b>	1500	15000
<b>Matricule 53194</b>	1500	15000
<b>Matricule 53240</b>	1500	15000
<b>Matricule 53301</b>	24000	43000
<b>Matricule 53448</b>	1500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1500	15000
<b>Matricule 54138</b>	24000	43000
<b>Matricule 54276</b>	1500	15000
<b>Matricule 54385</b>	24000	43000
<b>Matricule 54406</b>	1500	15000
<b>Matricule 54522</b>	1500	15000
<b>Matricule 54669</b>	250000	250000
<b>Matricule 54829</b>	24000	43000
<b>Matricule 54896</b>	24000	43000
<b>Matricule 55120</b>	1500	15000
<b>Matricule 55492</b>	1500	15000
<b>Matricule 55804</b>	1500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1500	15000
<b>Matricule 56092</b>	1500	15000
<b>Matricule 56156</b>	1500	15000
<b>Matricule 56160</b>	1500	15000
<b>Matricule 56283</b>	1500	15000
<b>Matricule 56442</b>	1500	15000
<b>Matricule 56645</b>	24000	43000
<b>Matricule 56762</b>	1500	15000

<b>Matricule 56794</b>	24000	43000
<b>Matricule 57539</b>	24000	43000
<b>Matricule 57664</b>	1500	15000
<b>Matricule 57687</b>	1500	15000
<b>Matricule 57742</b>	1500	15000
<b>Matricule 57784</b>	1500	15000
<b>Matricule 57804</b>	24000	43000
<b>Matricule 58012</b>	1500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1500	15000
<b>Matricule 58050</b>	1500	15000
<b>Matricule 58387</b>	24000	43000
<b>Matricule 58519</b>	1500	15000
<b>Matricule 58955</b>	1500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1500	15000
<b>Matricule 59139</b>	24000	43000
<b>Matricule 59161</b>	24000	43000
<b>Matricule 59167</b>	35000	65000
<b>Matricule 59348</b>	1500	15000
<b>Matricule 59394</b>	1500	15000
<b>Matricule 59543</b>	1500	15000
<b>Matricule 59650</b>	1500	15000
<b>Matricule 59658</b>	1500	15000
<b>Matricule 59692</b>	1500	15000
<b>Matricule 59716</b>	1500	15000
<b>Matricule 59870</b>	1500	15000
<b>Matricule 59918</b>	1500	15000
<b>Matricule 59931</b>	1500	15000
<b>Matricule 60011</b>	1500	15000
<b>Matricule 60046</b>	1500	15000
<b>Matricule 60048</b>	1500	15000
<b>Matricule 60127</b>	24000	43000
<b>Matricule 60361</b>	1500	15000
<b>Matricule 60540</b>	1500	15000
<b>Matricule 60622</b>	1500	15000
<b>Matricule 60656</b>	1500	15000
<b>Matricule 60716</b>	1500	15000
<b>Matricule 60794</b>	1500	15000
<b>Matricule 60858</b>	1500	15000
<b>Matricule 61019</b>	24000	43000
<b>Matricule 61028</b>	1500	15000
<b>Matricule 61084</b>	1500	15000
<b>Matricule 61190</b>	1500	15000
<b>Matricule 61350</b>	1500	15000

<b>Matricule 61796</b>	24000	43000
<b>Matricule 61984</b>	1500	15000
<b>Matricule 62046</b>	1500	15000
<b>Matricule 62134</b>	1500	15000
<b>Matricule 62172</b>	1500	15000
<b>Matricule 62442</b>	1500	15000
<b>Matricule 62514</b>	1500	15000
<b>Matricule 62638</b>	1500	15000
<b>Matricule 62644</b>	1500	15000
<b>Matricule 62690</b>	1500	15000
<b>Matricule 63158</b>	1500	15000
<b>Matricule 63308</b>	1500	15000
<b>Matricule 63314</b>	1500	15000
<b>Matricule 63428</b>	1500	15000
<b>Matricule 63454</b>	1500	15000
<b>Matricule 63620</b>	1500	15000
<b>Matricule 63712</b>	1500	15000
<b>Matricule 63794</b>	1500	15000
<b>Matricule 63796</b>	1500	15000
<b>Matricule 63812</b>	1500	15000
<b>Matricule 63966</b>	1500	15000
<b>Matricule 63970</b>	1500	15000
<b>Matricule 63986</b>	1500	15000
<b>Matricule 64006</b>	1500	15000
<b>Matricule 64010</b>	1500	15000
<b>Matricule 64014</b>	1500	15000
<b>Matricule 64078</b>	1500	15000
<b>Matricule 64080</b>	1500	15000
<b>Matricule 64094</b>	1500	15000
<b>Matricule 64222</b>	1500	15000
<b>Matricule 64254</b>	1500	15000
<b>Matricule 64570</b>	1500	15000
<b>Matricule 64572</b>	1500	15000
<b>Matricule 64690</b>	1500	15000
<b>Matricule 64704</b>	1500	15000
<b>Matricule 64802</b>	1500	15000
<b>Matricule 64852</b>	1500	15000
<b>Matricule 64918</b>	1500	15000
<b>Matricule 65008</b>	1500	15000
<b>Matricule 65424</b>	1500	15000
<b>Matricule 67376</b>	1500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 18455</b>	1500	15000
<b>Matricule 26985</b>	1500	15000
<b>Matricule 35626</b>	1500	15000
<b>Matricule 36947</b>	1500	15000
<b>Matricule 40313</b>	35000	65000
<b>Matricule 40507</b>	1500	15000
<b>Matricule 41176</b>	1500	15000
<b>Matricule 41287</b>	1500	15000
<b>Matricule 41339</b>	24000	43000
<b>Matricule 41405</b>	1500	15000
<b>Matricule 41611</b>	24000	43000
<b>Matricule 41778</b>	24000	43000
<b>Matricule 42723</b>	1500	15000
<b>Matricule 42780</b>	1500	15000
<b>Matricule 42980</b>	24000	43000
<b>Matricule 43094</b>	1500	15000
<b>Matricule 43173</b>	1500	15000
<b>Matricule 43299</b>	35000	65000
<b>Matricule 43831</b>	1500	15000
<b>Matricule 43893</b>	1500	15000
<b>Matricule 44038</b>	1500	15000
<b>Matricule 44688</b>	1500	15000
<b>Matricule 44944</b>	1500	15000
<b>Matricule 44959</b>	24000	43000
<b>Matricule 45062</b>	24000	43000
<b>Matricule 45202</b>	1500	15000
<b>Matricule 45468</b>	1500	15000
<b>Matricule 45531</b>	1500	15000
<b>Matricule 45679</b>	24000	43000
<b>Matricule 46265</b>	1500	15000

<b>Matricule 46326</b>	1500	15000
<b>Matricule 46563</b>	24000	43000
<b>Matricule 46579</b>	24000	43000
<b>Matricule 46620</b>	1500	15000
<b>Matricule 46622</b>	1500	15000
<b>Matricule 46624</b>	1500	15000
<b>Matricule 46713</b>	1500	15000
<b>Matricule 46721</b>	24000	43000
<b>Matricule 46862</b>	24000	43000
<b>Matricule 47223</b>	1500	15000
<b>Matricule 50406</b>	1500	15000
<b>Matricule 50426</b>	1500	15000
<b>Matricule 50544</b>	1500	15000
<b>Matricule 50798</b>	1500	15000
<b>Matricule 51352</b>	1500	15000
<b>Matricule 51414</b>	1500	15000
<b>Matricule 51598</b>	24000	43000
<b>Matricule 51706</b>	1500	15000
<b>Matricule 52046</b>	1500	15000
<b>Matricule 52094</b>	1500	15000
<b>Matricule 52129</b>	24000	43000
<b>Matricule 52774</b>	1500	15000
<b>Matricule 52976</b>	24000	43000
<b>Matricule 53040</b>	1500	15000
<b>Matricule 53194</b>	1500	15000
<b>Matricule 53240</b>	1500	15000
<b>Matricule 53301</b>	24000	43000
<b>Matricule 53448</b>	1500	15000
<b>Matricule 53706</b>	1500	15000
<b>Matricule 54138</b>	24000	43000
<b>Matricule 54276</b>	1500	15000
<b>Matricule 54330</b>	24000	43000
<b>Matricule 54385</b>	24000	43000
<b>Matricule 54406</b>	1500	15000
<b>Matricule 54522</b>	1500	15000
<b>Matricule 54669</b>	250000	250000
<b>Matricule 54731</b>	1500	15000
<b>Matricule 54771</b>	1500	15000
<b>Matricule 54829</b>	24000	43000
<b>Matricule 54896</b>	24000	43000
<b>Matricule 55120</b>	1500	15000
<b>Matricule 55492</b>	1500	15000
<b>Matricule 55658</b>	1500	15000

<b>Matricule 55804</b>	1500	15000
<b>Matricule 56060</b>	1500	15000
<b>Matricule 56092</b>	1500	15000
<b>Matricule 56156</b>	1500	15000
<b>Matricule 56160</b>	1500	15000
<b>Matricule 56283</b>	1500	15000
<b>Matricule 56442</b>	1500	15000
<b>Matricule 56645</b>	24000	43000
<b>Matricule 56762</b>	1500	15000
<b>Matricule 56794</b>	24000	43000
<b>Matricule 57539</b>	24000	43000
<b>Matricule 57664</b>	1500	15000
<b>Matricule 57687</b>	1500	15000
<b>Matricule 57742</b>	1500	15000
<b>Matricule 57784</b>	1500	15000
<b>Matricule 57804</b>	24000	43000
<b>Matricule 58012</b>	1500	15000
<b>Matricule 58022</b>	1500	15000
<b>Matricule 58050</b>	1500	15000
<b>Matricule 58345</b>	1500	15000
<b>Matricule 58387</b>	24000	43000
<b>Matricule 58519</b>	1500	15000
<b>Matricule 58955</b>	1500	15000
<b>Matricule 59016</b>	1500	15000
<b>Matricule 59139</b>	24000	43000
<b>Matricule 59161</b>	24000	43000
<b>Matricule 59167</b>	35000	65000
<b>Matricule 59348</b>	1500	15000
<b>Matricule 59394</b>	1500	15000
<b>Matricule 59479</b>	24000	43000
<b>Matricule 59543</b>	1500	15000
<b>Matricule 59650</b>	1500	15000
<b>Matricule 59658</b>	1500	15000
<b>Matricule 59692</b>	1500	15000
<b>Matricule 59716</b>	1500	15000
<b>Matricule 59870</b>	1500	15000
<b>Matricule 59918</b>	1500	15000
<b>Matricule 59931</b>	1500	15000
<b>Matricule 60011</b>	1500	15000
<b>Matricule 60046</b>	1500	15000
<b>Matricule 60048</b>	1500	15000
<b>Matricule 60127</b>	24000	43000
<b>Matricule 60361</b>	1500	15000

<b>Matricule 60540</b>	1500	15000
<b>Matricule 60622</b>	1500	15000
<b>Matricule 60656</b>	1500	15000
<b>Matricule 60716</b>	1500	15000
<b>Matricule 60794</b>	1500	15000
<b>Matricule 60858</b>	1500	15000
<b>Matricule 61019</b>	24000	43000
<b>Matricule 61028</b>	1500	15000
<b>Matricule 61084</b>	1500	15000
<b>Matricule 61190</b>	1500	15000
<b>Matricule 61350</b>	1500	15000
<b>Matricule 61796</b>	24000	43000
<b>Matricule 61984</b>	1500	15000
<b>Matricule 62046</b>	1500	15000
<b>Matricule 62134</b>	1500	15000
<b>Matricule 62172</b>	1500	15000
<b>Matricule 62442</b>	1500	15000
<b>Matricule 62514</b>	1500	15000
<b>Matricule 62638</b>	1500	15000
<b>Matricule 62644</b>	1500	15000
<b>Matricule 62690</b>	1500	15000
<b>Matricule 63158</b>	1500	15000
<b>Matricule 63308</b>	1500	15000
<b>Matricule 63314</b>	1500	15000
<b>Matricule 63428</b>	1500	15000
<b>Matricule 63454</b>	1500	15000
<b>Matricule 63620</b>	1500	15000
<b>Matricule 63712</b>	1500	15000
<b>Matricule 63794</b>	1500	15000
<b>Matricule 63796</b>	1500	15000
<b>Matricule 63812</b>	1500	15000
<b>Matricule 63966</b>	1500	15000
<b>Matricule 63970</b>	1500	15000
<b>Matricule 63986</b>	1500	15000
<b>Matricule 64006</b>	1500	15000
<b>Matricule 64010</b>	1500	15000
<b>Matricule 64014</b>	1500	15000
<b>Matricule 64078</b>	1500	15000
<b>Matricule 64080</b>	1500	15000
<b>Matricule 64094</b>	1500	15000
<b>Matricule 64222</b>	1500	15000
<b>Matricule 64254</b>	1500	15000
<b>Matricule 64570</b>	1500	15000

<b>Matricule 64572</b>	1500	15000
<b>Matricule 64690</b>	1500	15000
<b>Matricule 64704</b>	1500	15000
<b>Matricule 64802</b>	1500	15000
<b>Matricule 64852</b>	1500	15000
<b>Matricule 64918</b>	1500	15000
<b>Matricule 65008</b>	1500	15000
<b>Matricule 65424</b>	1500	15000
<b>Matricule 67376</b>	1500	15000

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 26985</b>	1600	40000
<b>Matricule 35626</b>	1600	40000
<b>Matricule 40313</b>	1600	40000
<b>Matricule 41778</b>	1600	40000
<b>Matricule 42980</b>	1600	40000
<b>Matricule 43299</b>	1600	40000
<b>Matricule 44688</b>	1600	40000
<b>Matricule 45062</b>	1600	40000
<b>Matricule 45468</b>	1600	40000
<b>Matricule 46622</b>	1600	40000
<b>Matricule 46624</b>	1600	40000
<b>Matricule 46721</b>	1600	40000
<b>Matricule 46862</b>	1600	40000
<b>Matricule 50426</b>	1600	40000
<b>Matricule 50544</b>	1600	40000
<b>Matricule 51414</b>	1600	40000
<b>Matricule 51598</b>	1600	40000
<b>Matricule 52094</b>	1600	40000
<b>Matricule 52129</b>	1600	40000
<b>Matricule 52774</b>	1600	40000
<b>Matricule 52976</b>	1600	40000
<b>Matricule 53194</b>	1600	40000
<b>Matricule 53240</b>	1600	40000
<b>Matricule 53301</b>	1600	40000
<b>Matricule 54138</b>	1600	40000
<b>Matricule 54276</b>	1600	40000
<b>Matricule 54385</b>	1600	40000
<b>Matricule 54669</b>	150000	300000
<b>Matricule 54829</b>	1600	40000
<b>Matricule 54896</b>	1600	40000

<b>Matricule 56060</b>	1600	40000
<b>Matricule 56092</b>	1600	40000
<b>Matricule 56156</b>	1600	40000
<b>Matricule 56160</b>	1600	40000
<b>Matricule 56794</b>	1600	40000
<b>Matricule 57539</b>	1600	40000
<b>Matricule 57664</b>	1600	40000
<b>Matricule 57742</b>	1600	40000
<b>Matricule 57784</b>	1600	40000
<b>Matricule 57804</b>	1600	40000
<b>Matricule 58022</b>	1600	40000
<b>Matricule 58792</b>	1600	40000
<b>Matricule 58955</b>	1600	40000
<b>Matricule 59139</b>	1600	40000
<b>Matricule 59167</b>	40000	40000
<b>Matricule 59394</b>	1600	40000
<b>Matricule 59658</b>	1600	40000
<b>Matricule 59716</b>	1600	40000
<b>Matricule 59918</b>	1600	40000
<b>Matricule 60011</b>	1600	40000
<b>Matricule 60046</b>	1600	40000
<b>Matricule 60048</b>	1600	40000
<b>Matricule 60361</b>	1600	40000
<b>Matricule 60540</b>	1600	40000
<b>Matricule 60656</b>	1600	40000
<b>Matricule 60794</b>	1600	40000
<b>Matricule 61019</b>	1600	40000
<b>Matricule 61028</b>	1600	40000
<b>Matricule 61190</b>	1600	40000
<b>Matricule 61796</b>	1600	40000
<b>Matricule 62638</b>	1600	40000
<b>Matricule 62644</b>	1600	40000
<b>Matricule 63158</b>	1600	40000
<b>Matricule 63308</b>	1600	40000
<b>Matricule 63314</b>	1600	40000
<b>Matricule 63812</b>	1600	40000
<b>Matricule 64570</b>	1600	40000
<b>Matricule 64572</b>	1600	40000
<b>Matricule 67376</b>	1600	40000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2023/3 du 2 juin 2023 du directeur régional  
BRIVET Francois**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
Matricule 26985	1600	40000
Matricule 35626	1600	40000
Matricule 40313	1600	40000
Matricule 41778	1600	40000
Matricule 42980	1600	40000
Matricule 43299	1600	40000
Matricule 44688	1600	40000
Matricule 45062	1600	40000
Matricule 45468	1600	40000
Matricule 46622	1600	40000
Matricule 46624	1600	40000
Matricule 46721	1600	40000
Matricule 46862	1600	40000
Matricule 50426	1600	40000
Matricule 50544	1600	40000
Matricule 51414	1600	40000
Matricule 51598	1600	40000
Matricule 52094	1600	40000
Matricule 52129	1600	40000
Matricule 52774	1600	40000
Matricule 52976	1600	40000
Matricule 53194	1600	40000
Matricule 53240	1600	40000
Matricule 53301	1600	40000
Matricule 54138	1600	40000
Matricule 54276	1600	40000
Matricule 54385	1600	40000
Matricule 54669	150000	300000
Matricule 54829	1600	40000
Matricule 54896	1600	40000

<b>Matricule 56060</b>	1600	40000
<b>Matricule 56092</b>	1600	40000
<b>Matricule 56156</b>	1600	40000
<b>Matricule 56160</b>	1600	40000
<b>Matricule 56794</b>	1600	40000
<b>Matricule 57539</b>	1600	40000
<b>Matricule 57664</b>	1600	40000
<b>Matricule 57742</b>	1600	40000
<b>Matricule 57784</b>	1600	40000
<b>Matricule 57804</b>	1600	40000
<b>Matricule 58022</b>	1600	40000
<b>Matricule 58792</b>	1600	40000
<b>Matricule 58955</b>	1600	40000
<b>Matricule 59139</b>	1600	40000
<b>Matricule 59167</b>	40000	40000
<b>Matricule 59394</b>	1600	40000
<b>Matricule 59658</b>	1600	40000
<b>Matricule 59716</b>	1600	40000
<b>Matricule 59918</b>	1600	40000
<b>Matricule 60011</b>	1600	40000
<b>Matricule 60046</b>	1600	40000
<b>Matricule 60048</b>	1600	40000
<b>Matricule 60361</b>	1600	40000
<b>Matricule 60540</b>	1600	40000
<b>Matricule 60656</b>	1600	40000
<b>Matricule 60794</b>	1600	40000
<b>Matricule 61019</b>	1600	40000
<b>Matricule 61028</b>	1600	40000
<b>Matricule 61190</b>	1600	40000
<b>Matricule 61796</b>	1600	40000
<b>Matricule 62638</b>	1600	40000
<b>Matricule 62644</b>	1600	40000
<b>Matricule 63158</b>	1600	40000
<b>Matricule 63308</b>	1600	40000
<b>Matricule 63314</b>	1600	40000
<b>Matricule 63812</b>	1600	40000
<b>Matricule 64570</b>	1600	40000
<b>Matricule 64572</b>	1600	40000
<b>Matricule 67376</b>	1600	40000

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00024

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION BARDI CAFE  
DE L'HORLOGE LA CIOTAT.rtf



Dossier n° : 2022/0428

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **BARDI CAFE DE L'HORLOGE 7 rue des frères Arnoux 13600 LA CIOTAT**, présentée par **Madame Camille LHOMME** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Madame Camille LHOMME, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 1 caméra intérieure, enregistré sous le numéro 2022/0428.

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont

particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Madame Camille LHOMME, 7 rue des frères Arnoux 13600La Ciotat.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00025

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION BARDI LE  
FOUR POP LA CIOTAT.rtf



Dossier n° : 2022/0536

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **BARDI LE FOUR POP 11 rue Edgar Quinet 13600 LA CIOTAT**, présentée par **Madame Camille LHOMME** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Madame Camille LHOMME, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 1 caméra intérieure, enregistré sous le numéro 2022/0536.

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont

particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Madame Camille LHOMME, 11 rue Edgar Quinet 13600 LA CIOTAT.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00011

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION CARSAT  
MARSEILLE 13005 .rtf



Dossier n° : 2017/0182

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT)** 35 rue George 13386 MARSEILLE 05ème, présentée par **Monsieur Vincent VERLHAC** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur Vincent VERLHAC, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 3 caméras intérieures, 3 caméras extérieures, enregistré sous le numéro 2017/0182.

*Cette autorisation ne concerne pas les 21 caméras intérieures et les 7 caméras extérieures implantées sur des zones privatives lesquelles, étant installées dans un lieu non ouvert au public, ne sont pas soumises à autorisation conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure relatives à la vidéoprotection.*

**Article 2** : Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.**

**Article 4** : Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5** : La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6** : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7** : Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Vincent VERLHAC, 35 rue George 13386 Marseille.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00012

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION DRFIP  
BERRE L'ETANG.rtf



Dossier n° : 2018/0359

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **Direction Régionale des Finances Publiques 40 avenue Roger Salengro 13130 BERRE L'ETANG**, présentée par **Madame Maryline FRAUCIEL** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Madame Maryline FRAUCIEL, est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 2 caméras intérieures, enregistré sous le numéro 2018/0359.

*Cette autorisation ne concerne pas la caméra intérieure implantée sur une zone privative laquelle, étant installée dans un lieu non ouvert au public, n'est pas soumise à autorisation conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure relatives à la vidéoprotection.*

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Madame Maryline FRAUCIEL, 16 rue Borde 13008 MARSEILLE.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00027

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION LA PAILLOTE  
LA CIOTAT.rtf



Dossier n° : 2022/0658

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **LA PAILLOTE 236 boulevard Beau Rivage 13600 LA CIOTAT**, présentée par **Monsieur Michel Marin** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Monsieur Michel Marin, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 1 caméra intérieure et 3 caméras extérieures, enregistré sous le numéro 2022/0658.

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont

particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Michel Marin, 236 boulevard Beau Rivage 13600 La Ciotat.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00007

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION Mairie de  
Saint Cannat.rtf



Dossier n° : 2016/1563

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **Mairie de SAINT-CANNAT sur l'ensemble de la commune de SAINT-CANNAT 13760**, présentée par **Monsieur le Maire de SAINT-CANNAT** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur le Maire de SAINT-CANNAT, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 87 caméras voie publique dont 10 caméras VPI et 3 caméras nomades, enregistré sous le numéro 2016/1563, **sous réserve d'ajouter 20 panneaux d'information du public sur le territoire de la commune.**

**Article 2** : Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.**

**Article 4** : Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5** : La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6** : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7** : Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à Monsieur le Maire de SAINT-CANNAT, 14 place de la République - Hôtel de Ville - 13760 SAINT-CANNAT .

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00014

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION METROPOLE  
AMP MARSEILLE 13012.rtf



Dossier n° : 2023/0075

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE, avenue William Booth 13012 MARSEILLE**, présentée par **Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 2 caméras intérieures, enregistré sous le numéro 2023/0075.

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai de 30 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, 58 boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00022

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION SASU MM13  
ROQUEFORT-LA-BEDOULE.rtf



Dossier n° : 2022/0562

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **SASU MM13 13 bis avenue Pacifique Rovali 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE**, présentée par **Monsieur Nicolas Bonnaud** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Monsieur Nicolas Bonnaud, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 2 caméras intérieures, enregistré sous le numéro 2022/0562.

*Cette autorisation ne concerne pas la caméra intérieure implantée sur une zone privative laquelle, étant installée dans un lieu non ouvert au public, n'est pas soumise à autorisation conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure relatives à la vidéoprotection.*

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Nicolas Bonnaud, 13 bis avenue Pacifique Rovali 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00026

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION SCI ROSE  
THE LA CIOTAT.rtf



Dossier n° : 2022/0537

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **SCI ROSE THE 247 boulevard Beau Rivage 13600 LA CIOTAT**, présentée par **Monsieur Jean François CAUJOLLE** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Monsieur Jean François CAUJOLLE, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 5 caméras intérieures et 2 caméras extérieures, enregistré sous le numéro 2022/0537.

*Cette autorisation ne concerne pas les 4 caméras intérieures et les 2 caméras extérieures implantées sur des zones privatives lesquelles, étant installées dans un lieu non ouvert au public, ne sont pas soumises à autorisation conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure relatives à la vidéoprotection.*

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Jean François CAUJOLLE, 247 boulevard beau rivage 13600 LA CIOTAT.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00018

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION TOTAL  
RELAIS PARC SPORTS MARSEILLE 13009.rtf



Dossier n° : 2008/0586

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **TOTAL FINA ELF RELAIS NF078229 bd Schloesing – parc des sports 13009 MARSEILLE**, présentée par **Monsieur Jamal BOUNOUA** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur Jamal BOUNOUA, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 2 caméras intérieures, 3 caméras extérieures, enregistré sous le numéro 2008/0586 .

**Article 2** : Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours**.

**Article 4** : Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5** : La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6** : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7** : Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Jamal BOUNOUA, 562 avenue du parc de L'île 92029 NANTERRE.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00013

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION TRIBUNAL  
JUDICIAIRE AIX-EN-PROVENCE.rtf



Dossier n° : 2020/0039

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **pôle de proximité d'Aix-en-Provence / tribunal judiciaire 32A boulevard Francois et Emile Zola 13100 Aix-en-Provence**, présentée par **Monsieur Guillaume FAUVET** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur Guillaume FAUVET, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 7 caméras intérieures, enregistré sous le numéro 2020/0039.

**Article 2** : Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours**.

**Article 4** : Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5** : La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6** : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7** : Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Guillaume FAUVET, 32A boulevard Francois et Emile Zola 13100 Aix-en-Provence.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :  
- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône  
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;  
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00011

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION VILLE DE  
MARSEILLE MARSEILLE 13013 .rtf



Dossier n° : 2022/1396

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **bureau municipal de la ville de Marseille situé 85 avenue Saint Jérôme 13013 MARSEILLE**, présentée par **Monsieur le Maire de Marseille** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Monsieur le Maire de Marseille, est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 5 caméras intérieures, enregistré sous le numéro 2022/1396.

*Cette autorisation ne concerne pas la caméra intérieure implantée sur des zones privatives laquelle, étant installée dans un lieu non ouvert au public, n'est pas soumise à autorisation conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure relatives à la vidéoprotection.*

**Article 2 :** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai de 30 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire de Marseille, 85 avenue Saint Jérôme 13013 MARSEILLE.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00021

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION HOTEL GRILL  
CAMPANILE BEAUVALLE AIX-EN-PROVENCE.rtf



Dossier n° : 2012/0504

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **HOTEL GRILL CAMPANILE BEAUVALLE 1 rue Jean Andreani 13090 AIX-EN-PROVENCE**, présentée par **Monsieur Hervé VOILLOT** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur Hervé VOILLOT, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 4 caméras intérieures, 24 caméras extérieures, enregistré sous le numéro 2012/0504, **sous réserve de ne filmer les tables qu'en plan large et d'ajouter 5 panneaux d'information du public dans les zones vidéo protégées.**

*Cette autorisation ne concerne pas les 3 caméras intérieures et la caméra extérieure implantées sur des zones privatives lesquelles, étant installées dans un lieu non ouvert au public, ne sont pas soumises à autorisation conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure relatives à la vidéoprotection.*

**Article 2** : Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3** : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4** : Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5** : La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6** : Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7** : Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Hervé VOILLOT, 1 rue Andreani pont de L'arc 13090 AIX-EN-PROVENCE.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00028

ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION UN JARDIN  
EN VILLE PAYEUR MARSEILLE 13008.rtf



Dossier n° : 2023/0029

---

**Arrêté portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande d'autorisation d'un système de vidéoprotection situé **DIPLOMATICO SARL UN JARDIN EN VILLE PAYEUR 22 avenue de Mazargues 13008 MARSEILLE**, présentée par **Monsieur Frédéric AZIBERT** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Monsieur Frédéric AZIBERT, est autorisé(e), dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection constitué de 9 caméras intérieures, enregistré sous le numéro 2023/0029.

**Article 2:** Ce système doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

**Article 4:** Seuls les utilisateurs habilités, mentionnés dans le dossier de demande, ont accès aux images et enregistrements.

**Article 5:** La finalité de ce dispositif de vidéoprotection est, dans les lieux et établissements ouverts au public, la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens, dès lors qu'ils sont particulièrement exposés à des risques d'agression, de vol ou d'actes de terrorisme, sans permettre la visualisation de l'intérieur des immeubles d'habitations riverains ou de leurs entrées.

**Article 6:** Le public est informé de manière claire et permanente de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable auprès de laquelle s'exerce le droit d'accès aux images. Cette information doit comporter un pictogramme représentant une caméra conformément aux articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 du Code de la Sécurité Intérieure. Le nombre et la répartition des panneaux d'information doivent être conformes au dossier présenté.

**Article 7:** Cette autorisation est valable cinq ans et devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation administrative présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai. Elle pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L.223-1 à L.223-9 et L.251-1 à L.255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et de modifications des conditions de délivrance, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail et de l'application des sanctions pénales prévues par la loi.

**Article 8 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Frédéric AZIBERT, 22 avenue de Mazargues 13008 MARSEILLE.**

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00010

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Maire  
d'Aubagne



Dossier n° : 2015/0336

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **Mairie D'AUBAGNE située sur l'ensemble de la commune D'AUBAGNE 13400**, présentée par **Monsieur le Maire D'AUBAGNE** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur le Maire D'AUBAGNE est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2015/0336.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 21 février 2020** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 21 février 2025**.

**Article 2** : Les modifications portent sur :

- **l'ajout d'une caméra intérieure et de 38 caméras voie publique, portant ainsi le nombre total à 11 caméras intérieures et 158 caméras voie publique.**

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 21 février 2020 demeurent applicables.

**Article 4** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire D'AUBAGNE, boulevard Jean Jaures hôtel de Ville 13400 AUBAGNE.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00012

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de  
Berre l'Étan



Dossier n° : 2014/0855

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2019 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **Mairie de BERRE L'ETANG sur l'ensemble de la commune de BERRE-L'ETANG 13130**, présentée par **Monsieur le Maire de BERRE L'ETANG** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : **Monsieur le Maire de BERRE L'ETANG** est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2014/0855, **sous réserve que la vidéo verbalisation ne concerne que les infractions routières listées à l'article R121-6 du code de la route.**

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 16 octobre 2019** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 16 octobre 2024.**

**Article 2** : Les modifications portent sur :

- **l'ajout de 13 caméras voie publique, portant ainsi le nombre total à 169 caméras voie publique.**

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 16 octobre 2019 demeurent applicables.

**Article 4** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à Monsieur **Monsieur le Maire de BERRE L'ETANG, place Jean Moulin, hôtel de ville 13130 BERRE L'ETANG.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00013

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de  
Chateaurenard



Dossier n° : 2014/0173

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 08 juillet 2019 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **Mairie de CHÂTEAURENARD sur l'ensemble de la commune de CHATEAURENARD 13160**, présentée par **Monsieur le Maire de CHÂTEAURENARD** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Monsieur le Maire de CHÂTEAURENARD est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2014/0173.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 08 juillet 2019** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 08 juillet 2024**.

**Article 2 :** Les modifications portent sur :

- **l'ajout de 8 caméras voie publique, portant ainsi le nombre total à 40 caméras intérieures, 3 caméras extérieures et 139 caméras voie publique.**

**Article 3 :** Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du demeurent applicables.

**Article 4 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire de CHÂTEAURENARD, rue Jentelin 13160 CHÂTEAURENARD.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00015

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de  
Peyrolles en Provence



Dossier n° : 2013/0047

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2020 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **sur l'ensemble de la commune de PEYROLLES-EN-PROVENCE 13860**, présentée par **Monsieur le Maire de PEYROLLES-EN-PROVENCE** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur le Maire de PEYROLLES-EN-PROVENCE est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2013/0047.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 28 juillet 2020** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 28 juillet 2025**.

**Article 2** : Les modifications portent sur :

- **l'ajout de 21 caméras de vidéo verbalisation, portant ainsi le nombre total à 30 caméras voie publique dont 21 caméras de vidéo verbalisation.**

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du demeurent applicables.

**Article 4** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire de PEYROLLES-EN-PROVENCE, 9 place de l'hôtel de ville 13860 PEYROLLES-EN-PROVENCE.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00018

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - MAIRIE DE  
ROQUEFORT LA BEDOULE - ROQUEFORT LA  
BEDOULE.rtf



Dossier n° : 2011/0248

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2021 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé sur l'ensemble de la commune de DE ROQUEFORT LA BEDOULE 13830, présentée par Monsieur le Maire de ROQUEFORT-LA-BEDOULE ;

**VU** l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur le Maire de ROQUEFORT-LA-BEDOULE est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2011/0248, **sous réserve de masquer les habitations.**

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 10 décembre 2021 susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 10 décembre 2026.**

**Article 2** : Les modifications portent sur :

- **l'ajout de 3 caméras voie publique, portant ainsi le nombre total à 2 caméras intérieures et 41 caméras voie publique.**

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 10 décembre 2021 demeurent applicables.

**Article 4** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire de ROQUEFORT-LA-BEDOULE, Hôtel de ville-place de la libération 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00014

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Mairie de  
Saint Victoret



Dossier n° : 2013/0735

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2018 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **Mairie de SAINT VICTORET sur l'ensemble de la commune de SAINT VICTORET 13730**, présentée par **Monsieur le Maire de SAINT VICTORET** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier :** Monsieur le Maire de SAINT VICTORET est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2013/0735.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 26 octobre 2018** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 26 octobre 2023**.

**Article 2 :** Les modifications portent sur :

- **l'ajout de 47 caméras voie publique, portant ainsi le nombre total à 125 caméras voie publique.**

**Article 3 :** Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du demeurent applicables.

**Article 4 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire de SAINT VICTORET, hôtel de ville - esplanade Albert Mairoit 13730 SAINT VICTORET.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00017

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - MAIRIE DE  
VITROLLES - VITROLLES.rtf



Dossier n° : 2008/1400

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du **25 juillet 2018** portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé sur l'ensemble de la commune de **VITROLLES**, présentée par **Monsieur le Maire de VITROLLES** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection** du **30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur le Maire de VITROLLES est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2008/1400.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 25 juillet 2018 susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 25 juillet 2023**.

**Article 2** : Les modifications portent sur :

- **l'ajout de 4 caméras voie publique, portant ainsi le nombre total à 144 caméras voie publique et 4 caméras extérieures.**

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 25 juillet 2018 demeurent applicables.

**Article 4** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire de VITROLLES, hôtel de ville BP 30102 13743 VITROLLES.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :

- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00009

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Syndicat  
intercommunal du grand Vallat - Bouc Bel Air -  
Simiane - Cabries



Dossier n° : 2022/0302

---

**Arrêté portant modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 03 mai 2022 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **SYNDICAT INTERCOMMUNAL GRAND VALLAT, 4 rue du bouleau 13109 SIMIANE-COLLONGUE**, présentée par **Monsieur le Président du SYNDICAT INTERCOMMUNAL GRAND VALLAT** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal Grand Vallat est autorisé, dans les conditions fixées au présent arrêté, conformément au dossier annexé à la demande, à modifier à l'adresse sus-indiquée, l'installation du système de vidéoprotection, enregistré sous le numéro 2022/0302.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral **du 03 mai 2022** susvisé, **dont la validité demeure en vigueur jusqu'au 03 mai 2027**.

**Article 2** : Les modifications portent sur :

- **l'ajout de 76 caméras voie publique, portant ainsi le nombre total à 169 caméras voie publique.**

**Article 3** : Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 03 mai 2022 demeurent applicables.

**Article 4** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Président du SYNDICAT INTERCOMMUNAL GRAND VALLAT, 4 rue du bouleau 13109 SIMIANE-COLLONGUE.**

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :  
- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône  
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;  
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-24-00008

ARRÊTÉ PORTANT RENOUVELLEMENT D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - Maire  
d'Eguilles



Dossier n° : 2013/0546

---

**Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2018 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **Mairie D'EGUILLES sur l'ensemble de la commune D'EGUILLES 13510**, présentée par **Monsieur le Maire D'EGUILLES** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 25 juillet 2018, enregistrée sous le n° 2013/0546, est reconduite, conformément au dossier annexé à la demande, **pour une durée de cinq ans renouvelable**, pour 2 caméras intérieures et 105 caméras voie publique.

**Article 2** : Toute modification devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des services préfectoraux.

**Article 3** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L223-1 à L223-9, L251-1 à L255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4** : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai.

**Article 5** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur le Maire D'EGUILLES, place Gabriel Payeur 13510 EGUILLES**.

Marseille, le 24 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
Le directeur de cabinet  
*Signé*  
**Rémi BOURDU**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :  
- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône  
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;  
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2

Préfecture de police des Bouches-du-Rhône

13-2023-04-27-00023

ARRÊTÉ PORTANT RENOUVELLEMENT D UN  
SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION - NOVOTEL  
MARSEILLE CENTRE PRADO - MARSEILLE  
13008.rtf



Dossier n° : 2018/0042

---

**Arrêté portant renouvellement de l'autorisation d'un système de vidéoprotection**

---

La préfète de police des Bouches-du-Rhône,

**VU** les articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R226-1 et R226-11 ;

**VU** les articles R.251-1 à R.253-4 du code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2012-1151 du 15 octobre 2012 relatif à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 25 novembre 2020 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de préfète de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 mars 2018 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**VU** la demande de renouvellement de l'autorisation d'un système de vidéoprotection autorisé situé **NOVOTEL 103 avenue du Prado 13008 MARSEILLE**, présentée par **Monsieur Régis Plazolles** ;

**VU** l'avis émis par la **Commission Départementale de Vidéoprotection du 30 mars 2023** ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 21 mars 2018, enregistrée sous le n° **2018/0042**, est reconduite, conformément au dossier annexé à la demande, **pour une durée de cinq ans renouvelable**, pour 13 caméras intérieures, **sous réserve de ne filmer les tables qu'en plan large pour la caméra C12**.

*Cette autorisation ne concerne pas les 16 caméras intérieures implantées sur des zones privatives lesquelles, étant installées dans un lieu non ouvert au public, ne sont pas soumises à autorisation conformément aux dispositions du code de la sécurité intérieure relatives à la vidéoprotection.*

**Article 2** : Toute modification devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des services préfectoraux.

**Article 3** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de

manquement aux dispositions des articles L223-1 à L223-9, L251-1 à L255-1 et R.252-12 du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée. Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 4** : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai.

**Article 5** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfète de police des Bouches-du-Rhône, Madame le contrôleur général, directrice départementale de la sécurité publique et le Général commandant le groupement de gendarmerie des Bouches-du-Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à **Monsieur Régis Plazolles, 103 avenue du Prado 13008 MARSEILLE**.

Marseille, le 27 avril 2023

Pour la préfète de police  
des Bouches-du-Rhône  
La directrice de la sécurité :  
police administrative et réglementation  
*signé*  
**Cécile MOVIZZO**

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivants sa notification :  
- soit par voie de recours gracieux formé auprès de Madame la Préfète de Police des Bouches-du-Rhône  
- soit par voie de recours hiérarchique formé auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Outre-Mer ;  
- soit par voie de recours contentieux déposé devant le Tribunal Administratif de Marseille (31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

Page 2 sur 2